1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

76 | 2015
Varia

Politiques du cinéma

François Albera

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/1895/5021>

DOI : 10.4000/1895.5021

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 155-159

ISBN : 978-2-37029-076-2

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

François Albera, « Politiques du cinéma », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 76 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/1895/5021> ; DOI : 10.4000/1895.5021

IV. Politiques du cinéma

Nommé ministre de l'Information dans le cabinet du général de Gaulle en novembre 1945, Malraux intervient sur les questions de la presse et du cinéma à l'Assemblée constituante en insistant sur la mise en place d'organismes représentatifs de la profession ainsi que sur les maisons de la culture et le dépôt légal de la totalité des livres, des films et des disques ayant une valeur culturelle dans les musées et centres de documentation qu'il souhaitait répandre dans tout le pays. Dans l'entretien qu'il donne à *Combat* le 15 novembre 1946, il détaille ce projet qui ne verra pas le jour et qui représente, en quelque sorte, le « passage à l'acte » du « musée imaginaire ». Il n'est alors plus ministre depuis le 22 janvier 1946 où il a quitté le gouvernement après la démission de De Gaulle de la présidence du gouvernement provisoire. Il sera ensuite chargé de la propagande dans le nouveau parti gaulliste qu'est le RPF créé en avril 1947. Les derniers textes appartiennent à l'époque du ministre des affaires culturelles de la Ve République. En 1958, dans une intervention au Sénat dans le cadre de la discussion du budget du pays, Malraux réitère son projet énoncé en 1945 de diffuser dans tout le pays les « meilleurs films » afin de créer un goût commun ; dans une allocution prononcée lors du festival de Cannes de 1959 il reprend certaines des idées exposées dans « Esquisse » concernant la place du cinéma dans la culture et quant à la diffusion de celle-ci par le biais des Maisons de la culture et des ciné-clubs.

1945

André Malraux

Intervention à l'Assemblée Nationale Constituante

Présentation du budget de l'Information

Vous avez fait allusion à des crédits auxquels j'attache personnellement la plus grande importance. Il me semble indispensable, puisque le problème culturel est évoqué, que la culture française cesse d'être l'apanage de gens qui ont la chance d'habiter Paris ou d'être riches. Un certain nombre de mesures ont été prises dans ce sens depuis longtemps. En application d'un programme très ancien puisqu'il avait été établi jadis en commun avec Léo Lagrange, nous voulons que dans chaque grande ville de province le musée, entièrement transformé dans des conditions qu'il serait trop long de développer ici, devienne une maison de la culture de base. Par la transformation complète de la législation sur le dépôt légal, c'est-à-dire sur la nécessité pour un éditeur de donner à l'État deux exemplaires, nous désirons que, dans chaque musée de province, la totalité des livres, des films et des disques ayant une valeur culturelle soient d'office donnés par la production privée et forment la base d'un élément culturel qui se répandra à travers la France en même temps que les centres de documentation placés sur un plan purement technique en permettront la même diffusion.

Si nous parlons de démocratie pour dire quelque chose, nous savons très bien qu'en cette matière, démocratie ne veut pas dire autre chose que la volonté d'un nombre toujours plus grand d'hommes d'accéder à la culture. Il ne dépend de personne de faire de tous des hommes cultivés ; mais il dépend de chacun de nous de donner à chaque Français une sorte de droit privilégié d'atteindre à la culture s'il

le désire. Nous ne pouvions le faire, dans l'état de misère où se trouve le pays, que par la transformation complète de la législation sur le dépôt légal, c'est-à-dire par l'obligation, pour le commerce privé, de venir en aide à cette misère de la France. C'est ce que nous voulons faire. Je vous demande de vous y associer. D'ailleurs, le ton des orateurs qui m'ont précédé me donne à penser que vous l'avez fait, et je vous en remercie.

J'aborde enfin la question du cinéma. Pour le cinéma, le problème de la confiscation est naturellement décisif. Nous sommes d'accord : le problème qui se pose, la plupart d'entre vous le connaissent comme moi, c'est que la confiscation des biens allemands ne dépend pas, en fait, de nous seuls. Elle dépend d'un accord entre les ministères des finances, de la justice et nous-mêmes. Nous pouvons intervenir dans la mesure du possible pour que certaines mesures soient prises d'urgence et dans un certain sens. Cela, nous le faisons. Mais, comprenons-nous bien : en général, les questions de presse vous sont assez familières ; les questions de cinéma le sont moins. Ce qui permet d'avoir une vue claire des problèmes de presse, c'est l'existence de la Fédération de la presse, qui groupe la grande majorité des forces des journaux en face de l'ensemble des autres forces, quelles qu'elles soient. Il n'existe rien de semblable dans le cinéma. Le problème devant lequel je me suis trouvé en arrivant était de créer dans le cinéma l'équivalent de ce qu'est dans la presse la Fédération de la presse. C'est en somme l'Office professionnel du cinéma qui était réclamé depuis plus d'un an. C'est un office paritaire. Vous savez dans quelles conditions il fonctionne. C'est le seul élément qui nous permette d'avoir une vue d'ensemble permanente des volontés ouvrières et techniques du cinéma. C'est le groupement de tout ce qui représente les activités créatrices dans le cinéma. C'est la possibilité de réunir enfin les organismes d'achat et de faire cesser cette folie qui met en concurrence les différents organismes de l'État. Pendant très longtemps, on n'a pas pu organiser l'Office professionnel. Depuis huit jours, l'Office professionnel est créé. Le texte est à la signature de M. Billoux, au ministère de l'économie nationale. Nous le recevrons de retour vraisemblablement d'ici quelques jours.

Par conséquent, dans le domaine du cinéma, la première pierre sur laquelle tout s'édifie est posée. La décision dépend donc maintenant du ministère de l'économie nationale qui n'a, d'ailleurs, j'en suis sûr, aucune raison d'opposer un obstacle quelconque au démarrage réel et au renouveau du cinéma français.

Journal officiel de la République française, Débats de l'Assemblée Constituante, n° 21, 30 décembre 1945, pp. 521-523.

1946

Malraux nous dit

Ce que je crois indispensable, c'est que tous puissent être « atteints » par [l'art]. Il est certain qu'au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècles, beaucoup d'hommes dont il eût pu devenir la vie même n'ont jamais eu de contacts avec lui. Et que, malgré le développement des techniques de reproduction, il en est ainsi aujourd'hui dans une large mesure. [...]

Je voulais faire dans chaque chef-lieu de département une Maison de la culture. Envoyer au grenier (il est absurde de détruire quoi que ce soit) les navets académiques qui encombrant les musées de province. Les remplacer par les cent chefs-d'œuvre capitaux de la peinture française épars à travers le monde, reproduits en couleurs et en vraie grandeur et présentés avec le même respect que les originaux. Dans ce cadre établir des centres culturels dont chacun aurait disposé gratuitement de toutes les reproductions et de tous les disques ; enfin de tous les livres qui touchent à la culture, le plus largement comprise. [...] Le dépôt légal porté à cinquante exemplaires et appliqués aux disques comme aux livres eût permis la diffusion de toute la production de qualité, sans dépenser un sou. Le texte détaxant les films de qualité impliquait qu'après un an des copies de tous les films détaxés fussent données gratuitement à l'organisme culturel central qui les eût fait circuler. L'accord avec divers pays qui envisageraient d'appliquer ce projet à leurs universités, et de payer un certain nombre d'éléments que nous leur aurions fournis, eût permis d'exécuter l'ensemble du projet avec un budget dérisoire d'environ huit cent mille francs qui ne soulevait aucune objection.

Je souhaite que ce projet soit repris.

« Malraux nous dit. Entretien avec Albert Ollivier », *Combat*, 15 novembre 1946 (repris dans André Malraux, *la Politique, la culture*, Paris, Gallimard, « folio-essai », 1996, pp. 166-167).

1958

Le symbole de tout cela, c'est la cinémathèque. La cinémathèque française, par son contenu, est la première du monde. Il s'agit d'avoir assez d'argent pour établir des copies. Il s'agit que toute grande ville de province, même si elle réunit les conditions d'une maison de la culture, c'est-à-dire si elle a un local et quelques dévouements à sa disposition, puisse recevoir les copies des cent films les plus importants du monde. Si nous ne partons pas de Paris, nous n'aurons jamais ces films en province. La possibilité est centrale ; il s'agit de faire entre vous et nous une union suffisante pour que ces films tournent et qu'ils puissent parcourir la France d'un bout à l'autre. C'est un symbole, mais il est très clair. Nous ne pouvons pas remplacer le centre d'une roue ; nous ne pouvons pas non plus remplacer celui de la France. [...]

Donc il est souhaitable, et je réponds enfin clairement à la question, qu'une politique prudente et ferme donne à quiconque veut défendre de hautes valeurs la certitude qu'il ne sera pas abandonné. Et il est souhaitable que nous développions dans la France entière le sens des véritables bons films parce que si, dans trois ou quatre ans, les jeunes ont tous vu les cinquante plus grands films du monde dans les cinémathèques de toutes les villes de province, alors, mesdames, messieurs, lorsqu'on leur présentera des navets, même avec beaucoup de femmes nues, ils n'iront pas les voir parce qu'il ne suffit pas qu'une femme y soit nue pour qu'on aille au cinéma ; c'est faux, il faut encore que le film soit bon.

(Rires et applaudissements au centre droit et sur quelques bancs à droite.)

Sénat 2^e séance du 8 décembre 1958 « Affaires culturelle » comptes rendus des séances

1959

André Malraux

Allocution prononcée le 15 mai 1959 au Festival de Cannes

Puisque, pour la première fois, le ministre chargé du Cinéma se trouve être l'un des vôtres, qu'il lui soit permis de vous remercier d'abord selon les devoirs du ministre et de vous parler ensuite selon les plaisirs du complice.

Je remercie tous ceux qui ont contribué au succès de ce Festival, en particulier ses organisateurs et les membres des délégations étrangères. On ne saurait trop insister sur son action, car du Japon aux États-Unis, comme naguère en Italie, et peut-être cette année en France, il a révélé des tendances qui, sans lui, n'auraient sans doute été acceptées que beaucoup plus tard. C'est à vous qu'il appartient de donner au talent son action la plus rapide, comme c'est aux États de lui donner maintenant son action la plus durable.

Avant la fin de l'année, la Cinémathèque française sera devenue la Comédie française du cinéma. Et avant trois ans, dans tous nos départements, chaque Maison de la Culture possédera son ciné-club.

Que chaque festival continue à défendre le cinéma en tant qu'art, en tant que création. Ce sont des choix comme les vôtres qui légitiment l'aide des États, dont la justification est de rendre plus faciles les conquêtes de votre liberté.

L'importance du cinéma, c'est qu'il est le premier art mondial. La puissance de l'image est victorieuse des différences de langues. Et au service du Russe Tolstoï, une actrice suédoise, dirigée par un metteur en scène américain, bouleverse l'Occident, l'Inde et le Japon⁹⁷.

Que la puissance convaincante des images ne nous trompe pas. Elle ne tient nullement, vous le savez tous, à ce que le cinéma imite la réalité, mais à ce qu'il est le plus puissant interprète du monde irréel ; de ce qui, depuis toujours, paraît ressembler au réel, mais à quoi le réel ne ressemble pas. Ça a été le monde du roman et plus encore celui de la peinture. Mais si le roman s'affaiblit d'année en année, si la peinture, figurative ou non, a renoncé à la fiction, c'est peut-être d'abord parce qu'aucune fiction n'est rivale de celle du cinéma.

97. Cf. l'« Appel aux intellectuels » de 1948 : « à cette heure une femme hindoue qui regarde *Anna Karénine* pleure peut-être en voyant exprimer par une actrice suédoise et un metteur en scène américain, l'idée que le Russe Tolstoï se faisait de l'amour » (repris dans A. Malraux, *la Politique, la culture*, op. cit., p. 179) ; la postface de 1949 aux *Conquérants* : « Enfin, le cinéma est né. Et à cette heure, une femme hindoue qui regarde *Anna Karénine* pleure peut-être en voyant exprimer, par une actrice suédoise et un metteur en scène américain, l'idée que le Russe Tolstoï se faisait de l'amour... » (Paris, Grasset, 1949, p.165) et le discours d'inauguration de la Maison de la culture d'Amiens (19 mars 1966) : « Or, jamais le monde n'a connu des usines de rêve comme les nôtres, jamais le monde n'a connu une pareille puissance d'imaginaire, jamais le monde n'a vu ce déluge d'imbécillité, d'une part et, d'autre part, ces choses parfois très hautes qui ont créé cette unité mystérieuse dans laquelle une actrice suédoise jouait *Anna Karénine*, l'œuvre d'un génie russe, conduite par un metteur en scène américain, pour faire pleurer des enfants aux Indes et en Chine. » (http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/andre-malraux/discours_politique_culture/maison_culture_amiens.asp).

Ce que le cinéma nous révèle chaque année davantage, c'est que les hommes, malgré tout ce qui les sépare, malgré les plus graves conflits, communient dans quelques rêves fondamentaux. Par ce que le cinéma exprime, et aussi parce qu'il n'exprime pas. Je m'explique : lorsque j'étais des vôtres... [Ici, le projet pour la fin d'Anna Karénine].

Et ce ciel-là se trouve dans tout film de talent, même dans ceux où on ne le voit jamais.

*

Les récompenses remises, le festival terminé, en votre nom à tous, je dédie une Palme d'or imaginaire à ce ciel invisible, à la mystérieuse fraternité des images de la terre heureuse et de la terre sanglante ou menacée, dans laquelle Chaplin et Eisenstein s'unissent aux plus jeunes d'entre vous – l'invincible rêve des hommes que vous incarnez tour à tour, et que, les premiers, vous incarnez pour tous les hommes.

(Source : Ministère des Affaires culturelles, Discours, allocution, conférences de presse de M. André Malraux, Ministre d'État chargé des Affaires culturelles, 1958-1969, s.l.n.d. [Paris, 1970] : document 1)

V. La « maquette farfelue » du *Musée imaginaire* et le journal *Labyrinthe*

Dans son *Album de l'art à l'époque du « Musée imaginaire »*, Georges Didi-Huberman publie en annexe le fac-similé de plusieurs maquettes où Malraux met en place l'iconographie de ses textes sur l'art (*le Musée imaginaire* et *les Voix du silence*) pour les éditions Gallimard, entre 1947 et 1951. Il intitule la première « maquette farfelue ». Sa première page, difficilement lisible dans la reproduction qui en est donnée, porte cette indication manuscrite :

C'est un premier projet, avec les photos remplacées par des coupures du N° contemporain de *Labyrinthe* / que publient Skira [illisible]. / Les légendes sont les vraies [illisible] ont été déplacées. / Très surréalistes.

Il n'est pas sans intérêt de confronter cette maquette à sa source, soit le n° 12 (15 septembre 1945) du journal culturel et artistique d'Albert Skira, *Labyrinthe*, qui est entièrement consacré au cinéma. Sous le titre « Promesses du cinéma fran-

Première page manuscrite de la « maquette farfelue ».